

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 16/06

AFR 47/001/2006 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

INTIMIDATION / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

RWANDA

Bonaventure Bizumuremyi (h), journaliste

Londres, le 20 janvier 2006

Quatre hommes se sont introduits de force chez Bonaventure Bizumuremyi à l'aube du 15 janvier et lui ont enjoint de cesser de critiquer le gouvernement dans son journal.

Bonaventure Bizumuremyi est le directeur de publication d'*Umuco*, un bimensuel indépendant qui a récemment dénoncé le contrôle étroit exercé par le Front patriotique rwandais (FPR), le parti au pouvoir, sur l'appareil judiciaire du pays, l'extorsion des fonds d'entreprises locales à laquelle il se serait livré ainsi que son incapacité à diriger le pays.

Le 15 janvier, à 3 heures du matin, quatre hommes armés de gourdins et de couteaux se sont présentés au domicile de Bonaventure Bizumuremyi, à Kigali, la capitale. Après avoir contraint le journaliste à les laisser entrer, ils ont renversé et cassé des meubles et lui ont ordonné de cesser de publier des articles critiques vis-à-vis du FPR.

Les hommes ont quitté les lieux lorsque des voisins sont venus voir ce qui se passait. La police est arrivée plus tard.

Bonaventure Bizumuremyi a fait l'objet de multiples actes d'intimidation et de harcèlement liés à ses activités de journaliste. Depuis septembre 2005, il a été arrêté et interrogé plusieurs fois par les services de sécurité.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le Front patriotique rwandais (FPR) contrôle étroitement les médias et entrave les activités des journalistes indépendants en les soumettant à des actes d'intimidation et de harcèlement, ou à des arrestations arbitraires. Un grand nombre de journalistes indépendants et de défenseurs des droits humains ont été forcés de fuir le pays.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en français, en anglais ou dans votre propre langue) :

– dites-vous gravement préoccupé par la sécurité de Bonaventure Bizumuremyi, le directeur de publication du journal *Umuco*, depuis que des hommes se sont introduits chez lui de force et l'ont menacé, le 15 janvier ;

– priez instamment les autorités de conduire dans les meilleurs délais une enquête exhaustive et indépendante sur ces faits et de traduire en justice les responsables présumés ;

– appelez-les à veiller à ce que tous les journalistes, y compris Bonaventure Bizumuremyi, puissent mener leurs activités en toute indépendance et en toute sécurité ;

– demandez-leur de reconnaître le droit fondamental à la liberté d'expression tel qu'il est inscrit dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel le Rwanda est partie.

APPELS À :

Président de la République rwandaise :

Président Paul Kagame
Présidence de la République
BP 15
Kigali
Rwanda

Fax : +250 58 43 90

Formule d'appel : Monsieur le Président,

Ministre de la Justice :

Madame Edda Mukabagwiza
Ministère de la Justice
BP 160
Kigali
Rwanda

Fax : +250 58 65 08 / +250 58 70 51

Formule d'appel : Madame la Ministre,

Ministre de l'Intérieur :

Monsieur Christophe Bazivamo
Ministère de l'Intérieur
BP 446
Kigali
Rwanda

Fax : +250 58 78 81

Formule d'appel : Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Agence de presse indépendante :

La Maison de la Presse
BP 4305
Kigali
Rwanda

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Rwanda dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 4 MARS 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*